

Rapport financier 2019 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Stéphane Brochu, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019.
(Nom de l'organisme)

Signature



Date

2020-05-12

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	4
Rapport du vérificateur général	4.1
État consolidé des résultats	5
État consolidé de la situation financière	6
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	7
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	7
État consolidé des flux de trésorerie	8
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	9
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	10
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	11
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	12
Situation financière par organismes	13
Charges par objets	14
Fonds local d'investissement (FLI)	15
Fonds local de solidarité (FLS)	16
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	17
Excédent (déficit) accumulé	18
Avantages sociaux futurs	19
Renseignements financiers consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	21
Analyse des charges consolidées	22

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville »), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019 et l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2019 ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11, 12, 13 et 18, portent sur l'établissement de l'excédent (du déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Ville à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Ville ou de cesser son activité, ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT**Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Ville à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Ville à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.

CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850

Granby, 12 mai 2020

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalisations</u>	
		2019	2019	2018
Revenus				
Taxes	1	34 775 359	34 752 085	33 450 706
Compensations tenant lieu de taxes	2	413 115	435 069	428 026
Quotes-parts	3		274 404	267 556
Transferts	4	483 840	13 083 135	2 214 011
Services rendus	5	1 475 150	1 720 688	1 542 418
Imposition de droits	6	1 919 164	2 870 763	2 254 374
Amendes et pénalités	7	1 603 087	1 721 378	1 652 977
Revenus de placements de portefeuille	8			
Autres revenus d'intérêts	9	272 270	351 999	327 692
Autres revenus	10	1 677 926	4 549 556	3 813 012
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11			
Effet net des opérations de restructuration	12			
	13	42 619 911	59 759 077	45 950 772
Charges				
Administration générale	14	7 231 807	7 967 820	7 666 937
Sécurité publique	15	9 435 651	9 939 729	9 533 851
Transport	16	8 491 433	9 202 620	11 196 505
Hygiène du milieu	17	5 405 801	8 537 957	7 382 853
Santé et bien-être	18			
Aménagement, urbanisme et développement	19	1 360 072	1 347 129	1 186 705
Loisirs et culture	20	5 536 890	7 130 013	6 002 280
Réseau d'électricité	21			
Frais de financement	22	2 204 728	2 063 985	1 627 423
Effet net des opérations de restructuration	23			
	24	39 666 382	46 189 253	44 596 554
Excédent (déficit) de l'exercice	25	2 953 529	13 569 824	1 354 218
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice				
Solde déjà établi	26		108 444 230	107 095 860
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	27		21 889	16 041
Solde redressé	28		108 466 119	107 111 901
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29		122 035 943	108 466 119

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	2 792 463	1 582 601
Débiteurs (note 5)	2	27 351 678	14 379 900
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	420 357	369 404
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	38 600	40 800
Autres actifs financiers (note 9)	7	22 041	22 041
	8	30 625 139	16 394 746
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	1 308 331	
Emprunts temporaires (note 10)	10	20 588 277	16 456 920
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 516 348	8 235 898
Revenus reportés (note 12)	12	2 221 460	1 808 439
Dette à long terme (note 13)	13	68 980 045	52 254 314
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	1 383 345	1 230 064
	15	108 997 806	79 985 635
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(78 372 667)	(63 590 889)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	17	199 800 855	171 258 720
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18		
Stocks de fournitures	19	261 396	297 614
Autres actifs non financiers (note 17)	20	346 359	500 674
	21	200 408 610	172 057 008
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	22	122 035 943	108 466 119

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Budget</u>	<u>Réalizations</u>	
		<u>2019</u>	<u>2019</u>	<u>2018</u>
				Redressé note 22
Excédent (déficit) de l'exercice	1	2 953 529	13 569 824	1 354 218
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 041 061 ) (	35 750 102 ) (	31 606 292)
Produit de cession	3	975 000	2 467 525	49 417
Amortissement	4		6 977 343	6 472 018
(Gain) perte sur cession	5	(975 000)	(2 236 901)	(40 082)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(1 041 061)	(28 542 135)	(25 124 939)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			(1)
Variation des stocks de fournitures	9		36 218	(48 119)
Variation des autres actifs non financiers	10		154 315	(4 580)
	11		190 533	(52 700)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	12			
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	1 912 468	(14 781 778)	(23 823 421)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice				
Solde déjà établi	15		(63 590 889)	(39 767 468)
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	16			
Reclassement de propriétés destinées à la revente	17			
Solde redressé	18		(63 590 889)	(39 767 468)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	19		(78 372 667)	(63 590 889)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	13 569 824	1 354 218
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	6 977 343	6 472 018
Autres			
- Gain cession / réd. de valeur	3	(2 235 438)	3 403
- Contribution des promoteurs	4	(1 609 076)	
	5	16 702 653	7 829 639
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	(12 971 778)	796 704
Autres actifs financiers	7		(22 041)
Créditeurs et charges à payer	8	789 995	(561 865)
Revenus reportés	9	413 021	224 103
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	155 481	129 792
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	36 218	(48 119)
Autres actifs non financiers	13	154 315	(4 580)
	14	5 279 905	8 343 633
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(28 650 571)	(32 637 573)
Produit de cession	16	2 467 525	49 417
	17	(26 183 046)	(32 588 156)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	(52 416)	(72 960)
Remboursement ou cession	19		42 686
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	()	()
Cession	21		
	22	(52 416)	(30 274)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	28 817 646	22 752 399
Remboursement de la dette à long terme	24	(11 877 663)	(8 997 786)
Variation nette des emprunts temporaires	25	4 131 357	11 467 555
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(214 252)	(150 005)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	20 857 088	25 072 163
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(98 469)	797 366
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 582 601	785 235
Redressement aux exercices antérieurs (note 22)	32		
Solde redressé	33	1 582 601	785 235
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)			
	34	1 484 132	1 582 601

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saint-Constant (ci-après la « Ville ») est constituée et régie en vertu de la *Loi sur les cités et villes*.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la Ville, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville.

a) Périmètre comptable

S/O

b) Partenariats

Les états financiers incluent aussi la quote-part revenant à la Ville des actifs, des passifs, des revenus et des charges consolidés proportionnellement ligne par ligne des partenariats auxquels elle participe. La Ville participe aux partenariats suivants dans les proportions indiquées :

- Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie	22,04 %
- Régie Intermunicipale de Police Roussillon	23,83 %
- TARSO Inc. (Transport Adapté Rive-Sud Ouest)	25,19 %
- Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine	67,50 %

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la Ville doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la Ville pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent de ce qui suit :

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Ville est de présenter dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie les soldes bancaires ainsi que les placements dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ou rachetables en tout temps sans pénalité.

Placements de portefeuille

Les placements de portefeuille sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers sont, de par leur nature, employés normalement pour fournir des services futurs.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations

Amortissement

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire et les périodes suivantes :

Infrastructures:	20 à 40 ans
Bâtiments:	40 ans
Véhicules:	6 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau:	5 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers:	5 à 20 ans
Améliorations locatives:	Durée du bail

Les immobilisations en cours sont amorties dès leur mise en service. L'amortissement des immobilisations est inclus dans les charges à l'état consolidé des résultats, mais retiré aux fins du calcul de l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales.

Moins-value

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la Ville de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidé des résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

Stocks de fournitures

Les stocks de fournitures sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

D) Passifs*Frais reportés liés à la dette à long terme*

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus*Constatation des revenus*

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants est possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus des services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traitées par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge de fonctionnement correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Les régimes de retraite des élus municipaux auxquels participent la Ville et la Régie intermunicipale de police Roussillon sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge de fonctionnement est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (RLRQ, c.15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (ci-après la « Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état consolidé de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville et de la Régie de Police en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers à la page S24-1.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2019 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif sur une période de cinq années.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir (DCTP) représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la Ville a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes :

- Mesures d'allégement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables :
- Avantages sociaux futurs :
 - * Déficit initial au 1er janvier 2007 :
 - Régimes capitalisés et non capitalisés: sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;
 - * Coûts liés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - * Perte actuarielle engendrée par la crise financière de 2008 ou pour toute autre situation permise relativement aux régimes de retraite à prestations déterminées : aucune méthode d'amortissement définie n'a présentement été déterminée. Le tout doit être totalement amorti sur une période maximale correspondant à la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants, soit avant le 31 décembre 2026;
- Financement à long terme des activités de fonctionnement : au fur et à mesure du remboursement en capital des dettes.

H) Instruments financiers

S/O

I) Autres éléments

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
4. Trésorerie et équivalents de trésorerie		
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :		
Fonds en caisse et dépôts à vue	1 2 346 891	1 442 123
Découvert bancaire	2 (1 308 331)	(215 056)
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3 445 572	355 534
<i>Autres éléments</i>		
-	4	
-	5	
-	6	
-	7	
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8 1 484 132	1 582 601
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9 2 792 463	1 797 070
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10 7 120 202	6 074 750
Note		
Les sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont associées à la trésorerie et les équivalents de trésorerie des partenariats auxquels la Ville participe.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	11 1 329 010	1 682 171
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13 13 687 200	7 231 499
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14 7 430 228	3 234 670
Organismes municipaux	15 141 284	64 433
Autres		
- Autres	16 3 650 755	1 446 084
- Droits de mutation	17 1 113 201	721 043
	18 27 351 678	14 379 900
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19 3 500 423	3 488 018
Organismes municipaux	20	
Autres tiers	21	
	22 3 500 423	3 488 018
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23 813 466	758 807
Note		
Les montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme portent intérêt à des taux variant de 2,76 % à 3,47 % aux 31 décembre 2019 et 2018 et viennent à échéance au plus tard en 2039.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

6. Prêts	
Prêts à un office d'habitation	24
Prêts à un fonds d'investissement	25
Autres	
-	26
-	27
	28
<hr/>	
Provision pour moins-value déduite des prêts	29
<hr/>	
Note	
<hr/>	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
7. Placements de portefeuille			
Placements à titre d'investissement	30	420 357	369 404
Autres placements	31		
	32	420 357	369 404
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note

Le placement à titre d'investissement est constitué de la participation de la Ville dans le fonds de garantie de la franchise collective en responsabilité civile et en biens de l'Union des municipalités du Québec.

8. Avantages sociaux futurs**Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs**

Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(629 575)	(511 985)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36	(715 170)	(677 279)
	37	<u>(1 344 745)</u>	<u>(1 189 264)</u>

Charge de l'exercice

Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	1 275 037	1 223 055
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39	66 727	71 970
Régimes à cotisations déterminées	40		
Autres régimes (REER et autres)	41	125 437	116 550
Régimes de retraite des élus municipaux	42	54 471	48 366
	43	<u>1 521 672</u>	<u>1 459 941</u>

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**La Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal**

Le 5 décembre 2014, le gouvernement du Québec a sanctionné la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (RLRQ, c. 15) (ci-après la « Loi »). La Loi vise la restructuration des régimes de retraite et vient distinguer les modalités d'application relativement au service accumulé avant le 1er janvier 2014 (ci-après le « service antérieur ») et le service qui s'accumule à compter de cette date (ci-après le « service postérieur »). Une évaluation actuarielle au 31 décembre 2013 était requise par la Loi pour tous les régimes visés.

La Loi prévoit un processus avec période de négociations débutant le 1er février 2015 afin de déterminer la nature des changements à être apportés aux régimes. En l'absence d'entente, une décision sans appel doit être prise ultimement par un arbitre. Il est à noter que selon les conditions prévues à la Loi, certains régimes peuvent faire l'objet de report dans le processus, avec négociations à compter du 1er janvier 2016 (ci-après « régimes avec report »). Pour ces régimes avec report, une évaluation au 31 décembre 2014 était requise. Certains changements de la Loi s'appliquent dès le 1er janvier 2014, d'autres s'appliquent à la conclusion de l'entente entre les parties alors que d'autres éléments s'appliquent à la fin de la convention collective en vigueur pour les régimes

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

avec report.

Des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité ont été déposées devant la Cour supérieure visant à faire annuler cette Loi. Puisque l'issue de ces démarches et l'ampleur des sommes en cause sont indéterminables, les incidences possibles de ces requêtes n'ont pas été prises en compte au 31 décembre 2019.

Application de la Loi aux régimes de la Ville et ses entités consolidées

De nouveaux effets de l'application de la Loi doivent être constatés à la suite de faits nouveaux, s'il y a lieu, décrits dans les paragraphes suivants. Ces effets sont comptabilisés de façon prospective par imputation dans la charge de l'exercice courant, puisqu'ils ont donné lieu à des changements d'estimations comptables. Lorsque ces effets ont trait aux services rendus au cours des exercices antérieurs, ils sont imputés à titre de coût des services passés dans la charge de l'exercice.

La Ville participe à un régime de retraite qui est visé par la Loi et qui fait l'objet du processus de négociations depuis janvier 2016. À moins d'une entente différente à cet effet, la Loi prévoit que les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation s'appliquent à compter de l'entente entre les parties ou de la date de fin de la convention en vigueur pour les régimes avec report (sauf si les parties avaient déjà convenu de créer un fonds de stabilisation et que celui-ci est déjà en vigueur). À la date de la mise au point définitive du rapport financier, aucune entente n'a été conclue.

La Régie intermunicipale de police Roussillon a finalisé des ententes en 2016 pour le régime de retraite. L'effet sur les modalités de partage du service courant et du fonds de stabilisation a été appliqué conformément avec les dispositions de la Loi et des dispositions de l'entente conclue. Cette entente a eu une incidence sur les résultats de l'exercice terminé le 31 décembre 2016 étant donné qu'elle modifiait les dispositions du régime pour le service crédité à compter du 2 janvier 2014.

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	44		
Autres	45	22 041	22 041
	46	22 041	22 041

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

2019

2018

10. Emprunts temporaires

La Ville bénéficie de marges de crédit pour un montant de 6 000 000 \$ pour les activités de fonctionnement et de 24 500 000 \$ pour les activités d'investissement, portant intérêt au taux préférentiel moins 1,25 % (2,70 %; taux préférentiel moins 0,3 % (3,65 %) au 31 décembre 2018) et renouvelables en juillet 2020.

La Régie intermunicipale de police Roussillon bénéficie d'une marge de crédit d'un montant autorisé de 1 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel moins 0,15 % (3,8 % aux 31 décembre 2019 et 2018). Cette marge de crédit est utilisé pour les opérations courantes.

La Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie bénéficie d'emprunts temporaires autorisés, d'un montant total de 16 000 000 \$, portant intérêt au taux préférentiel (3,95 % aux 31 décembre 2019 et 2018).

La Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine bénéficie de marges de crédit d'un montant autorisé de 500 000 \$ pour les activités de fonctionnement et d'un montant autorisé de 2 093 000 \$ pour les activités d'investissement. Ces marges portent intérêt au taux préférentiel (3,95 % aux 31 décembre 2019 et 2018) et sont renouvelables annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

Fournisseurs	47	7 028 034	2 780 910
Salaires et avantages sociaux	48	1 979 942	1 598 373
Dépôts et retenues de garantie	49	3 996 625	3 213 143
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	51		
Assainissement des sites contaminés	52		
Autres			
- Gouvernement du Canada	53	13 767	12 356
- Gouvernement du Québec	54	156 775	28 024
- Organismes municipaux	55	533 616	10 084
- Intérêts sur la dette à LT	56	597 667	381 142
- Autres courus et passifs	57	209 922	211 866
	58	14 516 348	8 235 898

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	59		
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	60	626 875	548 591
Fonds de développement des territoires	61		
Fonds parcs et terrains de jeux	62	125 185	42 631
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	63		
Société québécoise d'assainissement des eaux	64		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	65		
Autres contributions des promoteurs	66		
Fonds de redevances réglementaires	67		
Autres			
- Transfert	68	316 296	109 184
- Industries (RAEBLP)	69	1 153 104	1 108 033
-	70		
-	71		
	72	2 221 460	1 808 439

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

				2019	2018
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance		
	de	à	de	à	
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,20	3,40	2020	2036	73
					69 629 462
Obligations et billets en monnaies étrangères					74
Gains (pertes) de change reportés					75
					76
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					77
Organismes municipaux					78
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					79
Autres					80
					81
					69 629 462
					52 689 478
Frais reportés liés à la dette à long terme					82
					(649 417) (435 164)
					83
					68 980 045
					52 254 314

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2019
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2020	84	92	6 109 062	100	109
					117
					6 109 062
2021	85	93	9 019 917	101	110
					118
					9 019 917
2022	86	94	12 979 630	102	111
					119
					12 979 630
2023	87	95	13 348 107	103	112
					120
					13 348 107
2024	88	96	17 946 812	104	113
					121
					17 946 812
2025 et +	89	97	10 225 934	105	114
					122
					10 225 934
	90	98	69 629 462	106	115
					123
					69 629 462
Intérêts et frais accessoires			107 (		124 (
)
	91	99	69 629 462	108	116
					125
					69 629 462

Note

	2019	2018
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	126	(78 372 667)
Tiers		
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	127 ((
Autres	128 ((
	129	(78 372 667)
		(63 590 889)

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	130	52 099 115	158	2 990 430	185		212	55 089 545
Eaux usées	131	61 848 113	159	3 093 657	186		213	64 941 770
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	132	69 066 967	160	8 143 347	187		214	77 210 314
Autres	133	17 870 986	161	1 306 935	188		215	19 177 921
Réseau d'électricité	134		162		189		216	
Bâtiments	135	25 055 084	163	945 308	190	41 694	217	25 958 698
Améliorations locatives	136	42 931	164		191		218	42 931
Véhicules	137	4 743 807	165	1 091 511	192	51 875	219	5 783 443
Ameublement et équipement de bureau	138	4 035 037	166	390 985	193	50 506	220	4 375 516
Machinerie, outillage et équipement divers	139	3 390 694	167	340 258	194	12 425	221	3 718 527
Terrains	140	7 705 173	168	53 186	195	158 409	222	7 599 950
Autres	141		169		196		223	
	142	<u>245 857 907</u>	170	<u>18 355 617</u>	197	<u>314 909</u>	224	<u>263 898 615</u>
Immobilisations en cours	143	<u>9 043 639</u>	171	<u>17 394 485</u>	198		225	<u>26 438 124</u>
	144	<u>254 901 546</u>	172	<u>35 750 102</u>	199	<u>314 909</u>	226	<u>290 336 739</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	145	15 255 858	173	1 054 738	200		227	16 310 596
Eaux usées	146	27 428 204	174	1 489 879	201		228	28 918 083
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	147	19 054 606	175	2 004 528	202		229	21 059 134
Autres	148	6 677 193	176	759 972	203		230	7 437 165
Réseau d'électricité	149		177		204		231	
Bâtiments	150	8 869 145	178	703 541	205		232	9 572 686
Améliorations locatives	151	8 842	179	5 496	206		233	14 338
Véhicules	152	1 541 467	180	322 511	207	26 843	234	1 837 135
Ameublement et équipement de bureau	153	3 134 074	181	283 797	208	50 028	235	3 367 843
Machinerie, outillage et équipement divers	154	1 673 437	182	352 881	209	7 414	236	2 018 904
Autres	155		183		210		237	
	156	<u>83 642 826</u>	184	<u>6 977 343</u>	211	<u>84 285</u>	238	<u>90 535 884</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	157	<u>171 258 720</u>					239	<u>199 800 855</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	240		243		245		247	
Amortissement cumulé	241	(_____)	244	(_____)	246	(_____)	248	(_____)
Valeur comptable nette	242	<u>_____</u>					249	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	2019	2018
16. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	250	
Immeubles industriels municipaux	251	
Autres	252	
	253	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	254	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	255	
Note		
17. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance		
- Divers	256	346 359
-	257	500 674
-	258	
Autres		
-	259	
-	260	
	261	346 359
		500 674
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

18. Obligations contractuelles

En vertu de divers contrats et ententes échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2024, la Ville s'est engagée pour les années futures pour une somme globale de 22 193 631 \$. Pour pourvoir à ses engagements, la Ville devra prévoir pour les cinq prochains exercices financiers les sommes approximatives suivantes :

2020:	19 916 280 \$
2021:	942 439 \$
2022:	966 982 \$
2023:	219 474 \$
2024:	148 456 \$

La Ville s'est engagée via la Régie d'Assainissement des Eaux du Bassin de La Prairie à verser un montant de 3 398 630 \$ pour la gérance de l'exploitation des ouvrages de l'assainissement, un montant de 3 463 958 \$ pour l'évacuation, le transport et l'élimination des boues et un montant de 594 084 \$ pour l'achat de produits chimiques et autres engagements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2020 à 2023.

La Ville s'est engagée via la Régie Intermunicipale de Police Roussillon à verser un montant de 1 017 201 \$ pour la fourniture des uniformes, des contrats d'entretien, de soutien informatique et de location d'équipements. Ces contrats échoient à différentes dates de 2020 à 2024.

19. Droits contractuels

La Ville reçoit annuellement du ministère des Affaires municipales et de l'Habitation des subventions pour rembourser le capital et les intérêts sur des emprunts à long terme contractées pour le financement de projets d'immobilisations et d'infrastructures terminés. Les subventions pour le remboursement des intérêts totalisent 1 001 887 \$ sur une période de 20 ans. L'échéancier de ces subventions est de 108 506 \$ en 2020, 103 069 \$ en 2021, 97 448 \$ en 2022, 91 637 \$ en 2023, 85 630 \$ en 2024 et 515 597 \$ pour les années 2025 et suivantes.

La Ville a également conclu des contrats de location de locaux échéant à différentes dates jusqu'en 2029, prévoyant la perception de loyers totalisant 5 246 479\$. Les revenus de location à percevoir au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 794 868 \$ en 2020, à 942 874 \$ en 2021, à 1 012 472 \$ en 2022, à 459 589 \$ en 2023 et à 463 723 \$ en 2024.

La Ville a aussi conclu des conventions de location pour des sites de télécommunications échéant à différentes dates jusqu'en 2026, prévoyant des revenus de loyers totalisant 340 095 \$. Les sommes qui seront perçues au cours des cinq prochains exercices s'élèvent à 62 149 \$ en 2020, à 62 879 \$ en 2021, à 51 623 \$ en 2022, à 41 897 \$ en 2023 et à 33 287 \$ en 2024.

20. Passifs éventuels

Les passifs éventuels se composent de ce qui suit :

a) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2019	2018
262			

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté (MRC) du Roussillon. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 1 072 668 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la communauté métropolitaine de Montréal (CMM). Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 143 364 \$.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de l'Autorité régionale de transport métropolitain et de EXO. Au 31 décembre 2019, la portion de la dette à long terme attribuable à la Ville s'élève à 231 000 \$ et 1 816 048 \$ respectivement.

b) Auto-assurance

S/O

c) Poursuites

Au 31 décembre 2019, il y a une réclamation en dommages contestée par la Ville qui s'élève à environ 7 200 000 \$. La Ville est couverte par une assurance responsabilité qui assumera les honoraires et les frais engagés. De l'avis de la direction, il est impossible de procéder à une estimation et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard. Tout paiement additionnel pouvant résulter du dénouement de cette réclamation sera imputé aux résultats de l'exercice en cours.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie intermunicipale de police du Roussillon :

- La Régie est poursuivie pour une somme de 1 516 315 \$ en plus de l'intérêt au taux légal et l'indemnité additionnelle, plus les frais de justice. Cette réclamation est entre les mains des assurances de la Régie.

La Ville est conjointement responsable avec d'autres municipalités de poursuites contre la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie :

- Une poursuite de 877 785 \$ réclamée par un entrepreneur pour des coûts additionnels vu la prolongation du chantier. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer. Un autre entrepreneur est également en négociation pour la récupération de coûts additionnels pour la même raison. Le processus n'est pas encore judiciairisé et il n'est pas possible de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

- De plus, une poursuite en dommages a été intentée contre la Régie pour le non-paiement des retenues dans le cadre du contrat de biométhanisation. Les retenues à payer réclamées totalisent un montant 2 370 420 \$ et un montant de 50 000 \$ est également demandé pour les dommages. Au 31 décembre 2019, les états financiers de la Régie incluent un montant de 2 316 960 \$ relativement aux retenues à payer sur ce contrat. Il n'est pas possible présentement de prévoir l'issue de cette réclamation et le montant que la Régie pourrait être appelée à payer.

d) Autres

Griefs

Des avis de griefs alléguant le non respect de la convention collective ont été déposés par le syndicat des policiers de la Régie intermunicipale de police Roussillon pour un montant total indéterminé. De l'avis des administrateurs de la Régie, la plupart de ces

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

réclamations sont sans fondement et aucune provision n'a, en conséquence, été comptabilisée aux états financiers. Advenant un accueil favorable de certains de ces griefs syndicaux, la dépense sera imputée aux résultats de l'exercice alors en cours.

21. Actifs éventuels

S/O

22. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

23. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par les partenariats, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles consolidées.

24. Instruments financiers

S/O

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

25. Fonds de roulement

La ville possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 1 707 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximale de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

26. Événements postérieurs à la date de l'état de la situation financière

Après la fin de l'exercice, l'éclosion d'une nouvelle souche de coronavirus (COVID-19) a entraîné une crise sanitaire mondiale majeure qui continue d'avoir des incidences sur l'économie globale et sur les marchés financiers à la date de mise au point définitive des états financiers.

Ces événements sont susceptibles d'entraîner des modifications importantes de l'actif ou du passif au cours du prochain exercice ou d'avoir des répercussions importantes sur les activités futures. La Ville a pris et continuera à prendre des mesures à la suite de ces événements afin de minimiser les répercussions. Cependant, il est impossible de déterminer toutes les incidences financières de ces événements pour le moment.

27 Flux de trésorerie

Les intérêts payés au cours de l'exercice s'élèvent à 1 561 852 \$ (1 400 300 \$ en 2018).
Les intérêts reçus au cours de l'exercice s'élèvent à 351 999 \$ (327 692 \$ en 2018).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats	
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	33 450 706	34 775 359	34 752 085			34 752 085
Compensations tenant lieu de taxes	2	428 026	413 115	435 069			435 069
Quotes-parts	3					10 283 867	274 404
Transferts	4	565 415	476 133	455 888		388 426	844 314
Services rendus	5	836 642	815 014	961 919		758 769	1 720 688
Imposition de droits	6	2 254 374	1 919 164	2 842 227			2 842 227
Amendes et pénalités	7	823 254	769 000	851 650		869 728	1 721 378
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	286 968	255 866	295 120		56 879	351 999
Autres revenus	10	307 200	1 677 128	2 941 058		(578)	2 940 480
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	38 952 585	41 100 779	43 535 016		12 357 091	45 882 644
Investissement							
Taxes	13						
Quotes-parts	14						
Transferts	15	1 285 407		12 238 821			12 238 821
Imposition de droits	16			28 536			28 536
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17	3 603 367		1 609 076			1 609 076
Autres	18	8 361					
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	4 897 135		13 876 433			13 876 433
	21	43 849 720	41 100 779	57 411 449		12 357 091	59 759 077
Charges							
Administration générale	22	7 197 685	7 303 566	7 489 222	478 598		7 967 820
Sécurité publique	23	8 587 142	8 706 412	9 094 976	2 213	9 636 161	9 939 729
Transport	24	8 273 532	7 929 223	6 307 040	2 536 081	359 499	9 202 620
Hygiène du milieu	25	4 818 435	5 325 189	5 712 849	2 434 814	1 606 136	8 537 957
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	1 170 271	1 360 072	1 325 670	21 459		1 347 129
Loisirs et culture	28	5 314 936	5 732 048	6 294 778	835 235		7 130 013
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	1 392 041	1 951 070	1 807 234		256 751	2 063 985
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	5 787 388		6 308 400	(6 308 400)		
	33	42 541 430	38 307 580	44 340 169		11 858 547	46 189 253
Excédent (déficit) de l'exercice	34	1 308 290	2 793 199	13 071 280		498 544	13 569 824

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalisations 2018	Budget 2019	Réalisations 2019		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	1 308 290	2 793 199	13 071 280	498 544	13 569 824
Moins: revenus d'investissement	2	(4 897 135)	()	(13 876 433)	()	(13 876 433)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(3 588 845)	2 793 199	(805 153)	498 544	(306 609)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	5 787 388		6 308 400	668 943	6 977 343
Produit de cession	5	30 261		2 443 672	23 853	2 467 525
(Gain) perte sur cession	6	(23 847)		(2 230 625)	(6 276)	(2 236 901)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	5 793 802		6 521 447	686 520	7 207 967
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	42 686				
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	43 485		1 464		1 464
	15	86 171		1 464		1 464
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			285 141	12 123	297 264
Remboursement de la dette à long terme	17	(2 128 498)	(3 493 075)	(3 506 183)	(669 684)	(4 175 867)
	18	(2 128 498)	(3 493 075)	(3 221 042)	(657 561)	(3 878 603)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(659 112)	(98 009)	(513 610)	(87 136)	(600 746)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	205 366		510 289	61 715	572 004
Excédent de fonctionnement affecté	21	1 170 981	1 214 298	1 287 596	112 030	1 399 626
Réserves financières et fonds réservés	22	195 705	(446 413)	(439 455)	(64 110)	(503 565)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	316 111	30 000	(316 111)	32 457	(283 654)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	1 229 051	699 876	528 709	54 956	583 665
	26	4 980 526	(2 793 199)	3 830 578	83 915	3 914 493
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	1 391 681		3 025 425	582 459	3 607 884

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		<u>Réalisations 2018</u>		<u>Réalisations 2019</u>	
		<u>Administration municipale</u>		<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>
					<u>Total consolidé¹</u>
Revenus d'investissement	1	4 897 135		13 876 433	13 876 433
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2	(11 860 078)	(890 013)	()	(890 013)
Sécurité publique	3	(22 130)	()	(881 688)	(881 688)
Transport	4	(8 086 520)	(9 304 801)	()	(9 304 801)
Hygiène du milieu	5	(5 868 555)	(6 099 076)	(58 913)	(6 157 989)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(66 609)	()	()	()
Loisirs et culture	8	(4 311 749)	(18 515 611)	()	(18 515 611)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()
	10	(30 215 641)	(34 809 501)	(940 601)	(35 750 102)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12	(72 960)	(52 416)	()	(52 416)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	15 240 771	20 164 145	594 027	20 758 172
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	659 112	513 610	87 136	600 746
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15				
Excédent de fonctionnement affecté	16			19 077	19 077
Réserves financières et fonds réservés	17	550 392	330 411	127 148	457 559
	18	1 209 504	844 021	233 361	1 077 382
	19	(13 838 326)	(13 853 751)	(113 213)	(13 966 964)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales					
	20	(8 941 191)	22 682	(113 213)	(90 531)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		<u>2018</u>	<u>Administration</u>	<u>2019</u>	<u>Total</u>
		Administration	municipale	Organismes	consolidé ¹
			municipale	contrôlés et	
				partenariats	
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1			2 792 463	2 792 463
Débiteurs (note 5)	2	10 279 651	24 475 909	3 397 161	27 351 678
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	369 404	420 357		420 357
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6	40 800	38 600		38 600
Autres actifs financiers (note 9)	7			22 041	22 041
	8	10 689 855	24 934 866	6 211 665	30 625 139
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9	214 468	1 308 331		1 308 331
Emprunts temporaires (note 10)	10	15 754 830	20 553 000	35 277	20 588 277
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	6 416 916	12 590 020	2 447 720	14 516 348
Revenus reportés (note 12)	12	700 406	1 033 290	1 188 170	2 221 460
Dette à long terme (note 13)	13	45 861 262	62 702 834	6 277 211	68 980 045
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			1 383 345	1 383 345
	15	68 947 882	98 187 475	11 331 723	108 997 806
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	16	(58 258 027)	(73 252 609)	(5 120 058)	(78 372 667)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	17	157 081 769	185 369 823	14 431 032	199 800 855
Propriétés destinées à la revente (note 16)	18				
Stocks de fournitures	19	284 049	255 048	6 348	261 396
Autres actifs non financiers (note 17)	20	428 456	235 265	111 094	346 359
	21	157 794 274	185 860 136	14 548 474	200 408 610
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	22	1 707 822	2 543 779	902 140	3 445 919
Excédent de fonctionnement affecté	23	1 373 537	1 765 119	616 192	2 381 311
Réserves financières et fonds réservés	24	421 873	561 409	194 280	755 689
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(316 111)	(285 141)	(1 932 489)	(2 217 630)
Financement des investissements en cours	26	(17 428 789)	(17 436 599)	97 600	(17 338 999)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	113 777 915	125 458 960	9 550 693	135 009 653
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	99 536 247	112 607 527	9 428 416	122 035 943

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2019	Réalizations 2018 Redressé note 22
Rémunération	1	9 454 888	9 952 672	16 338 417	15 156 819
Charges sociales	2	2 452 173	2 419 175	4 093 321	3 948 686
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	10 381 696	9 990 086	12 796 193	12 282 061
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	1 699 350	1 539 690	1 620 778	1 011 591
D'autres organismes municipaux	8			65 616	70 329
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9	93 962	93 962	113 297	143 762
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	157 758	173 582	264 294	401 741
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	13 805 885	13 582 933	3 573 470	4 723 649
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16	182 175	216 401	250 860	258 370
Amortissement des immobilisations	17		6 308 400	6 977 343	6 472 018
Autres					
- Autres	18	79 693	63 268	95 664	127 528
-	19				
-	20				
	21	38 307 580	44 340 169	46 189 253	44 596 554

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS LOCAL D'INVESTISSEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

2019

2018

RÉSULTATS

Revenus

Revenus sur les placements de portefeuille	1
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	2
Autres revenus	3
	4

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	5
Variation de la provision pour moins-value	6
	7
Autres charges	8
	9
Excédent (déficit) de l'exercice	10

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs

Trésorerie et équivalents de trésorerie	11
Placements de portefeuille	12
Débiteurs	13
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	14
Provision pour moins-value	15 () ()
	16
	17

Passifs

Créditeurs et charges à payer	18
Revenus reportés	19
Dette à long terme	20
	21
Solde du Fonds local d'investissement	22

VENTILATION DE LA TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE
ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	23
Supportant les engagements de prêts	24
Supportant les garanties de prêts	25
	26

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
FONDS DE GESTION ET DE MISE EN VALEUR DU TERRITOIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus provenant de la gestion foncière	1	
Revenus provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	2	
	3	
Charges		
Frais de gestion		
Salaires	4	
Créances douteuses	5	
Autres frais de gestion	6	
	7	
Activités et projets de mise en valeur du territoire		
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
	14	
	15	
Excédent (déficit) de l'exercice	16	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	
Placements de portefeuille	18	
Débiteurs	19	
Provision pour créances douteuses	20	() ()
	21	
Autres	22	
	23	
Passifs		
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	24	
Créditeurs et charges à payer	25	
Revenus reportés		
Provenant de la gestion foncière	26	
Provenant de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier	27	
Autres	28	
Autres	29	
	30	
Solde du Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	31	

Note sur les autres actifs

Note sur les créditeurs et charges à payer

Note sur les autres revenus reportés

Note sur les autres passifs

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019

		2019	2018
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 445 919	2 212 865
Excédent de fonctionnement affecté	2	2 381 311	2 120 836
Réserves financières et fonds réservés	3	755 689	544 191
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	2 217 630 ) (	2 365 468)
Financement des investissements en cours	5	(17 338 999)	(17 217 975)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	135 009 653	123 171 670
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	122 035 943	108 466 119
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Administration municipale	9	2 543 779	1 707 822
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	902 140	505 043
	11	3 445 919	2 212 865
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	12	1 679 180	1 228 550
- Déneigement	13	85 939	144 987
-	14		
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
	21	1 765 119	1 373 537
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
-	22		
-	23		
- Régie de Police / Régie eaux	24	616 192	747 299
	25	616 192	747 299
	26	2 381 311	2 120 836
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
-	33		
-	34		
-	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	408 212	299 168
Organismes contrôlés et partenariats	38	184 040	106 299
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39	153 197	122 705
Organismes contrôlés et partenariats	40	10 240	
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		16 019
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Autres			
-	45		
-	46		
	47	755 689	544 191
	48	755 689	544 191

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 () ()	()
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 (52 428) ()	(63 867)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 (16 682) ()	(20 256)
Autres	52 (1 218 482) ()	(1 166 292)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 () ()	()
	54 (1 287 592) ()	(1 250 415)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 () ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 () ()	()
Autres	58 () ()	()
-	59 () ()	()
	60 (1 287 592) ()	(1 250 415)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 () ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 () ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 () ()	()
Autres	66 () ()	()
-	67 () ()	()
	68 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 () ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 (34 704) ()	(24 243)
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 () ()	()
Autres	72 (630 594) ()	(790 381)
- Autre financement (RAEBLP)	73 (285 141) ()	(316 111)
- Quartier de la gare	74 (950 439) ()	(1 130 735)
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75 20 401	15 682
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
-	80 20 401	15 682
	81 (2 217 630) ()	(2 365 468)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 1 051 651	878 614
Investissements à financer	83 (18 390 650 ) (	18 096 589)
	84 (17 338 999)	(17 217 975)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 199 800 855	171 258 720
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88 420 357	369 404
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 200 221 212	171 628 124
Ajustements aux éléments d'actif	91	
	92 200 221 212	171 628 124
Éléments de passif correspondant		
Dettes à long terme	93 (68 980 045 ) (	52 254 314)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (649 417 ) (	435 164)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 3 500 423	3 488 018
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96 381 654	86 051
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97 630 594	790 384
	98 (65 116 791 ) (	48 325 025)
Dettes en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 (94 768 ) (	131 429)
	100 (65 211 559 ) (	48 456 454)
	101 135 009 653	123 171 670

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 2	2 1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime est offert à l'ensemble des salariés et est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final à la retraite.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 9,25 % du salaire. Les cotisations annuelles de la Ville et des employés ne peuvent être inférieures à 9,25 % du salaire. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final multiplié par le nombre d'années de participation. Le salaire final correspond au salaire annuel moyen des cinq dernières années de service. La date de la plus récente évaluation actuarielle sur base de comptabilité est le 31 décembre 2016.

Voir également la note 2 F) et la note 8 des notes complémentaires.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (511 985)	(421 038)
Charge de l'exercice	4 (1 275 037)	(1 223 055)
Cotisations versées par l'employeur	5 1 157 447	1 132 108
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 <u>(629 575)</u>	<u>(511 985)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 28 788 445	25 845 169
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (<u>30 512 384</u>)	(<u>27 572 921</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (1 723 939)	(1 727 752)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 <u>1 094 364</u>	<u>1 215 767</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (629 575)	(511 985)
Provision pour moins-value	12 (<u> </u>)	(<u> </u>)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 <u>(629 575)</u>	<u>(511 985)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 28 788 445	25 845 169
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (<u>30 512 384</u>)	(<u>27 572 921</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (<u>1 723 939</u>)	(<u>1 727 752</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 2 304 615	2 250 325
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 <u> </u>	<u> </u>
	20 2 304 615	2 250 325
Cotisations salariales des employés	21 (1 148 137)	(1 130 286)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (<u>62 000</u>)	(<u>63 000</u>)
	23 1 094 478	1 057 039
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 115 207	108 868
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26 <u> </u>	<u> </u>
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27 <u> </u>	<u> </u>
Variation de la provision pour moins-value	28 <u> </u>	<u> </u>
Autres	29 <u> </u>	<u> </u>
-	30 <u> </u>	<u> </u>
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 <u>1 209 685</u>	<u>1 165 907</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 1 541 844	1 367 086
Rendement espéré des actifs	33 (1 476 492)	(1 309 938)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 <u>65 352</u>	<u>57 148</u>
Charge de l'exercice	35 <u>1 275 037</u>	<u>1 223 055</u>

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 1 438 464	1 508 644
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (1 476 491)	(1 309 938)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 (38 027)	198 706
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 44 223	(310 759)
Prestations versées au cours de l'exercice	40 512 573	595 807
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 29 785 291	24 731 964
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite non capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43 1 723 939	1 518 277
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44	499 261
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 467 000	1 868 304
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 18	19
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,50 %	5,50 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,50 %	5,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,25 %	2,50 %
Autres hypothèses économiques		
-	51	
-	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	53	1	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Régie intermunicipale de police Roussillon

L'employeur s'engage à verser une prime au syndicat pour tout policier retraité jusqu'à l'âge de 65 ans. Cette prime correspond à 5 % du dernier salaire gagné avant la retraite. L'employeur assume les frais d'assurance-vie de base pour un montant de 25 000 \$ et de l'assurance santé de tout employé cadre retraité au cours de la période pendant laquelle il a droit à la prestation de retraite temporaire (depuis la retraite anticipée jusqu'à la date normale de retraite). De plus, pour les retraites à compter du 1er janvier 2017, l'employeur assume également les frais pour la couverture dentaire et les soins de la vue. Le coût de l'employeur ne devra pas dépasser toutefois celui consenti aux policiers syndiqués (5 % du dernier salaire gagné avant la retraite).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (677 279)	(638 434)
Charge de l'exercice	56 (66 727)	(71 970)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 28 836	33 125
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 <u>(715 170)</u>	<u>(677 279)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (<u>881 749</u>)	(<u>731 614</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (881 749)	(731 614)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 <u>166 579</u>	<u>54 335</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (715 170)	(677 279)
Provision pour moins-value	64 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 <u>(715 170)</u>	<u>(677 279)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70 35 270	34 317
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71 _____	_____
	72 <u>35 270</u>	<u>34 317</u>
Cotisations salariales des employés	73 (_____)	(_____)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (_____)	(_____)
	75 <u>35 270</u>	<u>34 317</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76 5 481	9 771
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79	
Variation de la provision pour moins-value	80	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

	2019	2018
Autres		
-	81	
-	82	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83 <u>40 751</u>	<u>44 088</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84 <u>25 976</u>	<u>27 882</u>
Rendement espéré des actifs	85 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86 <u>25 976</u>	<u>27 882</u>
Charge de l'exercice	87 <u>66 727</u>	<u>71 970</u>
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (_____)	(_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91 (117 725)	76 021
Prestations versées au cours de l'exercice	92 28 836	33 125
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94	
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96 17	17
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97 2,59 %	3,46 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98 3,46 %	3,49 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99 2,50 %	2,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100 2,00 %	2,25 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101 6,00 %	6,00 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102 6,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103 2 020	2 020
Autres hypothèses économiques		
-	104	
-	105	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur		
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107	
Régime volontaire d'épargne-retraite	108	
Régime de retraite simplifié	109	
Régime de retraite par financement salarial	110	
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	111	
Autres régimes	112	
	113	

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 114 _____ 4

Description des régimes et autres renseignements

Régie intermunicipale d'incendie de Saint-Constant et Sainte-Catherine

Les employés ayant un statut régulier participent au régime de retraite interentreprises à prestations déterminées. Le taux de cotisation salariale du participant est de 9,25 % qui correspond à 50 % de la cotisation totale. Cette cotisation représente 18,5 % de la masse salariale des participants actifs.

Deux employés participent à un REER individuel où l'employeur et l'employé cotisent respectivement jusqu'à concurrence de 8 % et 13 % du salaire de l'employé.

Les employés pompiers participent à un régime de retraite simplifié où l'employeur et l'employé cotisent chacun 6 % du salaire régulier de l'employé.

Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie

Certains employés participent à un REER individuel où l'employeur et l'employé cotisent respectivement jusqu'à concurrence de 5 % du salaire de l'employé.

	2019	2018
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	115	116 550
	125 437	116 550

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

	2019	2018
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	116	8
	8	8

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par Retraite Québec (anciennement la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA)), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2019	2018
Cotisations des élus au RREM	117 15 954	14 404
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	118 54 471	48 366
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	119	
	120 54 471	48 366

Note

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2019	2019	2019	2018	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	25 529 416	25 375 088	25 375 088	24 319 594
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	188 985	190 584	190 584	187 262
Activités de fonctionnement	3	472 916	482 618	482 618	483 256
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8	84 318	72 087	72 087	122 053
	9	26 275 635	26 120 377	26 120 377	25 112 165
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	2 459 346	2 532 938	2 532 938	2 407 099
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12	1 964 160	1 970 072	1 970 072	1 933 505
Matières résiduelles	13	2 256 891	2 263 022	2 263 022	2 241 566
Autres					
-	14				
-	15				
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	132 000	134 701	134 701	133 683
Service de la dette	18	1 687 327	1 730 975	1 730 975	1 622 688
Pouvoir général de taxation	19				
Activités de fonctionnement	20				
Activités d'investissement	21				
	22	8 499 724	8 631 708	8 631 708	8 338 541
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	23				
Autres	24				
	25				
	26	8 499 724	8 631 708	8 631 708	8 338 541
	27	34 775 359	34 752 085	34 752 085	33 450 706

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28	4 378	4 378	8 875
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32	4 378	4 378	8 875
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35	394 552	412 152	400 588
	36	394 552	412 152	400 588
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41	394 552	416 530	409 463
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46	18 563	18 539	18 563
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48	18 563	18 539	18 563
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52	413 115	435 069	428 026

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TRANSFERTS	2019	2019	2019	2018
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			
Sécurité publique				
Police	54		9 454	6 055
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	92 766	158 717	252 704
Enlèvement de la neige	59	91 221	92 186	93 819
Autres	60		6 611	6 687
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62		356 114	332 623
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		16 038	21 206
Réseau de distribution de l'eau potable	69			
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87			
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	83 500	94 189	181 781
Autres	89	208 646	104 185	30 424
Réseau d'électricité	90			
	91	476 133	455 888	837 494
				925 299

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	909 302	909 302	263 550
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108	151 045	151 045	573 289
Traitement des eaux usées	109			76 454
Réseaux d'égout	110	317 898	317 898	
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	8 921 856	8 921 856	372 114
Activités culturelles				
Bibliothèques	127	1 938 720	1 938 720	
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	12 238 821	12 238 821	1 285 407

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Droits d'immatriculation	137			
Autres	138		6 820	3 305
	139		6 820	3 305
TOTAL DES TRANSFERTS	140	476 133	12 694 709	13 083 135
				2 214 011

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145			
Sécurité incendie	146		67 374	
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149		67 374	
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156			
Réseau de distribution de l'eau potable	157	31 239	57 933	43 085
Traitement des eaux usées	158	20 493	20 493	20 493
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161			
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	51 732	78 426	63 578
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	51 732	78 426	145 800
				63 578

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffé et application de la loi	183			
Évaluation	184			
Autre	185	36 042	53 668	129 199
	186	36 042	53 668	129 199
Sécurité publique				
Police	187		171 845	150 534
Sécurité incendie	188			121 492
Sécurité civile	189			
Autres	190			
	191		171 845	272 026
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	192			
Enlèvement de la neige	193			
Autres	194			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	195			
Transport adapté	196			
Transport scolaire	197			
Autres	198			
Autres	199			
	200			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	201			
Réseau de distribution de l'eau potable	202			
Traitement des eaux usées	203		519 550	
Réseaux d'égout	204			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	205	4 000	795	437 190
Matières recyclables	206			
Autres	207			
Cours d'eau	208			
Protection de l'environnement	209			
Autres	210			
	211	4 000	795	520 345
437 190				
Santé et bien-être				
Logement social	212			
Sécurité du revenu	213			
Autres	214			
	215			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	216			
Rénovation urbaine	217			
Promotion et développement économique	218			
Autres	219			
	220			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	221	260 340	296 555	164 195
Activités culturelles				
Bibliothèques	222	21 100	21 766	27 712
Autres	223	441 800	510 709	448 518
	224	723 240	829 030	640 425
Réseau d'électricité	225			
	226	763 282	883 493	1 574 888
TOTAL DES SERVICES RENDUS	227	815 014	961 919	1 542 418

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	228	158 465	276 828	193 372
Droits de mutation immobilière	229	1 760 699	2 565 399	2 061 002
Droits sur les carrières et sablières	230		28 536	28 536
Autres	231			
	232	1 919 164	2 870 763	2 254 374
AMENDES ET PÉNALITÉS				
	233	769 000	851 650	1 652 977
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE				
	234			
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS				
	235	255 866	295 120	327 692
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	236	975 000	2 230 625	40 082
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238			
Contributions des promoteurs	239		1 609 076	3 603 367
Contributions des automobilistes pour le transport en commun - Taxe sur l'essence	240			
Contributions des organismes municipaux	241			
Autres contributions	242			
Redevances réglementaires	243			
Autres	244	702 128	710 433	169 563
	245	1 677 128	4 550 134	3 813 012
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION				
	246			

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	759 756	822 836	2 638	825 474	825 474	701 171
Greffe et application de la loi	2	1 291 285	1 228 000	5 186	1 233 186	1 233 186	1 038 434
Gestion financière et administrative	3	2 347 114	2 358 609	150 220	2 508 829	2 508 829	2 618 161
Évaluation	4	541 825	542 385		542 385	542 385	299 525
Gestion du personnel	5	203 418	229 298	62	229 360	229 360	269 662
Autres							
- Autres	6	2 160 168	2 308 094	320 492	2 628 586	2 628 586	2 739 984
-	7						
	8	7 303 566	7 489 222	478 598	7 967 820	7 967 820	7 666 937
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 675 825	5 617 713		5 617 713	6 204 471	6 321 521
Sécurité incendie	10	2 870 269	3 310 692		3 310 692	3 566 474	3 057 942
Sécurité civile	11	14 009	20 052	2 213	22 265	22 265	17 217
Autres	12	146 309	146 519		146 519	146 519	137 171
	13	8 706 412	9 094 976	2 213	9 097 189	9 939 729	9 533 851
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	1 855 131	863 543	340 743	1 204 286	1 204 286	2 041 569
Enlèvement de la neige	15	1 182 173	1 466 227	32 849	1 499 076	1 499 076	1 193 271
Éclairage des rues	16	297 421	287 566	189 110	476 676	476 676	457 009
Circulation et stationnement	17	415 290	240 114	1 938 848	2 178 962	2 178 962	2 136 259
Transport collectif							
Transport en commun	18	2 136 331	1 392 312		1 392 312	1 751 811	3 291 893
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21	2 042 877	2 057 278	34 531	2 091 809	2 091 809	2 076 504
	22	7 929 223	6 307 040	2 536 081	8 843 121	9 202 620	11 196 505

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	1 226 381	1 196 978		1 196 978	1 196 978	1 153 847
Réseau de distribution de l'eau potable	24	816 848	986 698	1 119 289	2 105 987	986 698	786 347
Traitement des eaux usées	25	1 236 845	1 236 845		1 236 845	4 060 377	3 753 523
Réseaux d'égout	26	647 560	534 249	1 313 949	1 848 198	534 249	296 176
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	519 784	420 511	1 576	422 087	422 087	521 410
Élimination	28	494 663	464 843		464 843	464 843	494 711
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	139 194	233 820		233 820	233 820	90 787
Tri et conditionnement	30	35 102	58 968		58 968	58 968	22 896
Matières organiques							
Collecte et transport	31		68 253		68 253	68 253	
Traitement	32		74 193		74 193	74 193	
Matériaux secs	33	200 000	435 033		435 033	435 033	253 853
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38						
Autres	39	8 812	2 458		2 458	2 458	9 303
	40	5 325 189	5 712 849	2 434 814	8 147 663	8 537 957	7 382 853
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 117 584	1 136 579	21 459	1 158 038	1 158 038	920 826
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47						
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	242 488	189 091		189 091	189 091	265 879
Tourisme	49						
Autres	50						
Autres	51						
	52	1 360 072	1 325 670	21 459	1 347 129	1 347 129	1 186 705

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	457 722	523 113	205 956	729 069	729 069	712 694
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 046 001	866 099	101 805	967 904	967 904	1 223 754
Piscines, plages et ports de plaisance	55	55 182	58 295	29 868	88 163	88 163	71 325
Parcs et terrains de jeux	56	1 872 584	2 216 124	444 581	2 660 705	2 660 705	1 835 418
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	639 697	622 554		622 554	622 554	481 627
	60	4 071 186	4 286 185	782 210	5 068 395	5 068 395	4 324 818
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	384 628	618 374	16 868	635 242	635 242	432 706
Bibliothèques	62	610 950	640 425	30 609	671 034	671 034	638 236
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	665 284	749 794	5 548	755 342	755 342	606 520
	66	1 660 862	2 008 593	53 025	2 061 618	2 061 618	1 677 462
	67	5 732 048	6 294 778	835 235	7 130 013	7 130 013	6 002 280
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	1 793 312	1 633 652		1 633 652	1 778 377	1 084 189
Autres frais	70					21 314	141 493
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		2 200		2 200	91 328	85 030
Autres	72	157 758	171 382		171 382	172 966	316 711
	73	1 951 070	1 807 234		1 807 234	2 063 985	1 627 423
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION							
74							
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
75			6 308 400	(6 308 400)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Autres renseignements financiers consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	4
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	4
Analyse de la dette à long terme consolidée	5
Endettement total net à long terme consolidé	6
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	7
Autres renseignements financiers non consolidés non audités	
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	9
Analyse de la rémunération non consolidée	10
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	10
Frais de financement non consolidés par activités	11
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	12
Rémunération des élus	13
Questionnaire	14

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>		Administration municipale	Données consolidées		
		Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018	
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
	Conduites d'eau potable	1	2 990 430	2 990 430	2 841 442
	Usines de traitement de l'eau potable	2			
	Usines et bassins d'épuration	3		58 347	207 463
	Conduites d'égout	4	3 110 609	3 110 609	3 111 041
	Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
	Chemins, rues, routes et trottoirs	6	7 845 531	7 845 531	6 851 414
	Ponts, tunnels et viaducs	7			
	Systèmes d'éclairage des rues	8	985 485	985 485	714 779
	Aires de stationnement	9			
	Parcs et terrains de jeux	10	382 133	382 133	1 740 459
	Autres infrastructures	11	125 285	125 285	22 745
	Réseau d'électricité	12			
Bâtiments					
	Édifices administratifs	13	1 307 879	1 316 303	11 520 966
	Édifices communautaires et récréatifs	14	17 074 304	17 074 304	
	Améliorations locatives	15			12 033
Véhicules					
	Véhicules de transport en commun	16			
	Autres	17	390 596	1 091 511	1 405 052
	Ameublement et équipement de bureau	18	281 706	391 551	338 340
	Machinerie, outillage et équipement divers	19	262 357	339 692	232 972
	Terrains	20	53 186	38 921	2 607 586
	Autres	21			
		22	34 809 501	35 750 102	31 606 292

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>					
Infrastructures autres que pour nouveau développement					
	Conduites d'eau potable	23	2 697 827	2 697 827	2 183 033
	Usines de traitement de l'eau potable	24			
	Usines et bassins d'épuration	25		58 347	207 463
	Conduites d'égout	26	2 490 969	2 490 969	1 664 402
	Autres infrastructures	27	8 641 601	8 641 601	7 831 078
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)					
	Conduites d'eau potable	28	292 603	292 603	658 409
	Usines de traitement de l'eau potable	29			
	Usines et bassins d'épuration	30			
	Conduites d'égout	31	619 640	619 640	1 446 639
	Autres infrastructures	32	696 833	696 833	1 498 319
	Autres immobilisations	33	19 370 028	20 252 282	16 116 949
		34	34 809 501	35 750 102	31 606 292

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

<i>Non audité</i>		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	122 705	40 732		163 437
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	20 476 609	1 134 025	1 317 323	20 293 311
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	28 602 146	20 271 175	3 201 030	45 672 291
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	49 201 460	21 445 932	4 518 353	66 129 039
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	3 488 018	251 512	239 107	3 500 423
Organismes municipaux	10				
Autres tiers	11				
	12	3 488 018	251 512	239 107	3 500 423
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	3 488 018	251 512	239 107	3 500 423
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	15				
Autres	16				
	17				
	18	3 488 018	251 512	239 107	3 500 423
	19	52 689 478	21 697 444	4 757 460	69 629 462
Dette en cours de refinancement	20	()		()	()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	52 689 478	21 697 444	4 757 460	69 629 462

Note

**ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité**Administration municipale**

Dettes à long terme	1	63 304 400
---------------------	---	------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	18 075 613
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé		
-------------------	--	--

Fonds d'amortissement	7	
-----------------------	---	--

Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	153 197
--	---	---------

Débiteurs	9	2 688 039
-----------	---	-----------

Revenus futurs découlant des ententes		
---------------------------------------	--	--

conclues avec le gouvernement du Québec	10	
---	----	--

Autres montants	11	
-----------------	----	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	924 153
--	----	---------

Autres		
--------	--	--

-	13	
---	----	--

-	14	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	77 614 624
---	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	16	5 178 229
--	----	-----------

Endettement net à long terme	17	82 792 853
------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	18	1 072 668
---------------------------------	----	-----------

Communauté métropolitaine	19	143 364
---------------------------	----	---------

Autres organismes	20	2 047 048
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	21	86 055 933
------------------------------------	----	------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme		
--	--	--

de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
--	----	--

Moins: Sommes affectées au remboursement de la dette à		
--	--	--

long terme de l'agglomération	23	
-------------------------------	----	--

	24	
--	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	86 055 933
--	----	------------

Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
---	----	--

Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	
--	----	--

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2019	Réalisations 2018
Administration générale				
Greffe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	812 276	817 672	810 001
Sécurité publique				
Police	4	5 599 878	5 546 909	63 980
Sécurité incendie	5	2 870 269	3 310 692	122 075
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 136 331	1 392 312	1 392 312
Autres	10			2 676 103
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	1 236 845	1 236 845	21 003
Matières résiduelles	12	1 150 286	1 278 503	1 278 503
Cours d'eau	13			17 515
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	13 805 885	13 582 933	3 573 470
				4 723 649

AUTRES RENSEIGNEMENTS FINANCIERS NON CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019****Non audité**

		2019	2018
Rémunération	1	81 148	231 680
Charges sociales	2	13 606	49 254
Biens et services	3	34 575 846	29 934 707
Frais de financement	4	138 901	
Autres	5		
	6	34 809 501	30 215 641

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	30,00	35,00	60 224,00	3 103 997	755 475	3 859 472
Professionnels	2	2,00	40,00	2 433,00	101 029	14 048	115 077
Cols blancs	3	77,00	32,50	135 620,00	3 483 035	841 769	4 324 804
Cols bleus	4	54,00	38,50	116 177,00	2 937 128	731 271	3 668 399
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	163,00		314 454,00	9 625 189	2 342 563	11 967 752
Élus	9	9,00			408 631	90 218	498 849
	10	172,00			10 033 820	2 432 781	12 466 601

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		44 105	106 940		151 045
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		92 825	225 073		317 898
Autres	16	449 277	6 646 137	5 130 352		12 225 766
	17	449 277	6 783 067	5 462 365		12 694 709

**FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité

		2019	2018
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	501 268	399 018
	4	501 268	399 018
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	811 984	572 697
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	811 984	572 697
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	42 220	47 618
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19	324 499	306 034
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25	63 784	54 910
	26	430 503	408 562
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	63 479	11 764
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39	63 479	11 764
Réseau d'électricité			
	40		
	41	1 807 234	1 392 041

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

<i>Non audité</i>	2019		2018
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**Non audité**

	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Jean-Claude Boyer	102 537	16 760
Mario Arsenault	25 062	12 531
Chantale Boudrias	25 062	12 531
André Camirand	25 062	12 531
Gilles Lapierre	25 062	12 531
David Lemelin	26 835	13 417
Mario Perron	28 646	13 344
Sylvain Cazes	26 160	13 080
Johanne Di Cesare	26 453	13 226

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 707 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>

Les questions 3 et 4 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement

3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	7	687 022 \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input checked="" type="checkbox"/>	9 <input type="checkbox"/>	
5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	12	\$	
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	15	131 712 \$	
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	18	\$	
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	21	\$	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	22 <input type="checkbox"/>	23 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	24 <input type="checkbox"/>	25 <input type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :		
7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu:		
a) du paragraphe 1 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	28 _____	\$
b) du paragraphe 2 ^o du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2019	31 _____	\$
8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :		
a) crédits de taxes	34 _____	\$
b) autres formes d'aide	35 _____	\$
9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2019		
Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2019	36 _____	
Facteur comparatif de 2019	37 _____	
Valeur uniformisée	38 _____	

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2019 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

39 8 423 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

- Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

40 \$

- Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

41 2 524 750 \$

b) Dépenses d'investissement

42 \$

c) Total des frais encourus admissibles

43 2 524 750 \$

d) Description des dépenses d'investissement :

e) Si le total des frais encourus admissibles à la ligne 43 n'atteint pas 90 % de l'aide financière reçue ou à recevoir à la ligne 39, fournissez-en les justifications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

44 496-10-19

b) Date d'adoption de la résolution

45 2019-10-15

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?

OUI

NON

46

47

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

48 525-11-19

b) Date d'adoption de la résolution

49 2019-11-12

QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019

Non audité	OUI	NON
12. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens		
a) La municipalité a-t-elle adopté un règlement municipal plus sévère que le règlement du gouvernement du Québec?	50 <input type="checkbox"/>	51 <input type="checkbox"/>
b) Nombre de chiens enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	52	_____
c) Nombre de chiens potentiellement dangereux enregistrés à la municipalité au 31 décembre 2019	53	_____
<i>Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice</i>		
d) Nombre de signalements émis par un médecin vétérinaire (art. 2)	54	_____
e) Nombre de signalements émis par un médecin (art. 3)	55	_____
<i>Mesures d'encadrement</i>		
f) Nombre d'ordonnances émises par la municipalité au cours de l'exercice portant sur l'examen d'un chien par un médecin vétérinaire (art. 5)	56	_____
g) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice :		
- à l'issu d'un examen effectué par un médecin vétérinaire (art. 8)	57	_____
- à l'issu d'une blessure infligée à une personne ou un animal domestique (art. 9)	58	_____
h) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'exercice à la suite d'un signalement d'une attaque causant (art. 10) :		
- la mort	59	_____
- une blessure grave	60	_____
i) Nombre de constats d'infraction émis par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du règlement du gouvernement du Québec	61	_____

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	3
Taux global de taxation réel	4

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Au trésorier de
Ville de Saint-Constant

Opinion

Nous avons effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Ville de Saint-Constant (ci-après « la Ville ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019 (ci-après l'« état »).

À notre avis, l'état ci-joint a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Ville conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'état au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Observation - référentiel comptable

Nous attirons l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (RLRQ, chapitre F-2.1), qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'état a été préparé afin de permettre à la Ville de répondre aux exigences de l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (RLRQ, chapitre C-19). En conséquence, il est possible que l'état ne puisse se prêter à un usage autre. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'état

La direction est responsable de la préparation de l'état conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un état exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Ville.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'état

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'état est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'état prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'état comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Ville;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

RAYMOND CHABOT GRANT THORNTON S.E.N.C.R.L.
CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique no A125850
Granby, 12 mai 2020

Données prévisionnelles non auditées

pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020

Nom : Saint-Constant

Code géographique : 67035

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Données prévisionnelles non auditées pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020	
Revenus de taxes	3
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	4
Calcul de certains revenus de taxes	5
Taux des taxes	7
Taux global de taxation prévisionnel	8
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	9
Questionnaire	11

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

TAXES

SUR LA VALEUR FONCIÈRE

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	26 722 934
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	36 479
Activités de fonctionnement	3	494 255
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	86 819
	9	27 340 487

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	2 848 769
Égout	11	2 174 546
Traitement des eaux usées	12	
Matières résiduelles	13	2 608 047
Autres		
-	14	
-	15	
-	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	130 000
Service de la dette	18	1 796 193
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	9 557 555
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	9 557 555
	27	36 898 042

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES

GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	2	
Taxes d'affaires	3	
Compensations pour les terres publiques	4	
	5	
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	6	
Cégeps et universités	7	
Écoles primaires et secondaires	8	415 639
	9	415 639

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	10	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	11	
Taxes d'affaires	12	
	13	
	14	415 639

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15	
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	16	
Taxes d'affaires	17	
	18	

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19	18 539
Taxes sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification	20	
	21	18 539

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22	
Autres	23	
	24	
	25	434 178

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxe foncière générale (taux unique)	1	X 2	/100\$ 3				
Taxe foncière générale (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 2 877 139 242	X 5 0,6521	/100\$ 6 18 761 825				
Immeubles de 6 logements ou plus	7 226 077 513	X 8 0,7173	/100\$ 9 1 621 654				
Immeubles non résidentiels	10 267 450 501	X 11 1,9172	/100\$ 12 5 127 561				
Immeubles industriels	13 15 679 583	X 14 2,5498	/100\$ 15 399 798				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16	X 17	/100\$ 18				
Autres	19 13 194 770	X 20 1,3041	/100\$ 21 172 073				
Immeubles agricoles	22 98 147 983	X 23 0,6521	/100\$ 24 640 023				
Total			25 26 722 934	26 ()	27 ()	28	29 26 722 934
Taxes spéciales							
Service de la dette (taux unique)	30 3 497 689 592	X 31 0,0011	/100\$ 32 36 479				
Service de la dette (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33	X 34	/100\$ 35				
Immeubles de 6 logements ou plus	36	X 37	/100\$ 38				
Immeubles non résidentiels	39	X 40	/100\$ 41				
Immeubles industriels	42	X 43	/100\$ 44				
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45	X 46	/100\$ 47				
Autres	48	X 49	/100\$ 50				
Immeubles agricoles	51	X 52	/100\$ 53				
Total			54 36 479	55 ()	56 ()	57	58 36 479

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité

	Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits/ Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière							
Taxes générales							
Taxes spéciales							
Activités de fonctionnement (taux unique)	1 3 497 689 592	x 2 0,0146 /100\$	3 494 255				
Activités de fonctionnement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	4 x 5 /100\$	6					
Immeubles de 6 logements ou plus	7 x 8 /100\$	9					
Immeubles non résidentiels	10 x 11 /100\$	12					
Immeubles industriels	13 x 14 /100\$	15					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	16 x 17 /100\$	18					
Autres	19 x 20 /100\$	21					
Immeubles agricoles	22 x 23 /100\$	24					
Total			25 494 255	26 (.....)	27 (.....)	28	29 494 255

Taxes spéciales							
Activités d'investissement (taux unique)	30 x 31 /100\$	32					
Activités d'investissement (taux variés)							
Résiduelle (résidentielle et autres)	33 x 34 /100\$	35					
Immeubles de 6 logements ou plus	36 x 37 /100\$	38					
Immeubles non résidentiels	39 x 40 /100\$	41					
Immeubles industriels	42 x 43 /100\$	44					
Terrains vagues desservis							
Immeubles non résidentiels	45 x 46 /100\$	47					
Autres	48 x 49 /100\$	50					
Immeubles agricoles	51 x 52 /100\$	53					
Total			54	55 (.....)	56 (.....)	57	58

	Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	59	x 60 %	61	62 (.....)	63 (.....)	64	65

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	2 | 3 | 3	,	0 | 0	\$
Égout	2		,		\$
Eau et égout	3		,		\$
Traitement des eaux usées	4	1 | 9 | 3	,	0 | 0	\$
Matières résiduelles	5	2 | 7 | 1	,	0 | 0	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Consommation d'eau piscine	50,0000	4	
Consommation d'eau commerce et logement	113,0000	4	
Eau compteur	0,4100	5	Jusqu'à 318 m3
Eau compteur	1,0400	5	Excédent de 318 m3

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	36 898 042
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	_____

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	3 681 068
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	130 000
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	_____
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	33 086 974

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXES FONCIÈRE GÉNÉRALE**

11 3 497 689 592

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2020

(Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

12 0 , 0 /100 \$

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	<u>Terrains vagues desservis</u> Immeubles non résidentiels	<u>Autres</u>	6 logements ou plus	Immeubles agricoles
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	5 169 551	402 260		174 144	1 657 148	655 432
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	5 169 551	402 260		174 144	1 657 148	655 432

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Résidentielles	Résiduelle Agriculture Résidences	Autres	Total
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	9	19 195 133			27 253 668
De secteur	10				
Autres	11	86 819			86 819
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	12	1 796 193			1 796 193
Autres	13	7 631 362			7 631 362
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	14				
Autres	15				
	16	28 709 507			36 768 042

**DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
- Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
- Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
- Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
- Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
- Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input checked="" type="checkbox"/>	17 <input type="checkbox"/>
- Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	20 <input type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2020 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	545 676 \$	
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26	\$	
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2019-12-19	

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	<u>41 214 651 \$</u>
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	<u>4 015 693 \$</u>
8. Frais de financement - Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	<u>2 037 340 \$</u>
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	<u>1 679 180 \$</u>

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?			
Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input type="checkbox"/>	11 <input checked="" type="checkbox"/>
5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.			
7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input type="checkbox"/>	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , SOPHIE LAFLAMME , atteste que le rapport financier consolidé de Saint-Constant pour l'exercice terminé le 31 décembre 2019, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 2020-05-19.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Saint-Constant.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Saint-Constant consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Saint-Constant détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2020-05-11 13:49:04

Date de transmission au Ministère : 2020/05/20

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2019

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Saint-Constant

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

	Réalizations 2018		Budget 2019	Réalizations 2019		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	38 952 585	41 100 779	43 535 016	12 357 091	45 882 644
Investissement	2	4 897 135		13 876 433		13 876 433
	3	43 849 720	41 100 779	57 411 449	12 357 091	59 759 077
Charges	4	42 541 430	38 307 580	44 340 169	11 858 547	46 189 253
Excédent (déficit) de l'exercice	5	1 308 290	2 793 199	13 071 280	498 544	13 569 824
Moins : revenus d'investissement	6	(4 897 135)	()	(13 876 433)	()	(13 876 433)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(3 588 845)	2 793 199	(805 153)	498 544	(306 609)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	5 787 388		6 308 400	668 943	6 977 343
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			285 141	12 123	297 264
Remboursement de la dette à long terme	10	(2 128 498)	(3 493 075)	(3 506 183)	(669 684)	(4 175 867)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(659 112)	(98 009)	(513 610)	(87 136)	(600 746)
Excédent (déficit) accumulé	12	1 888 163	797 885	1 042 319	142 092	1 184 411
Autres éléments de conciliation	13	92 585		214 511	17 577	232 088
	14	4 980 526	(2 793 199)	3 830 578	83 915	3 914 493
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	1 391 681		3 025 425	582 459	3 607 884

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2018	2019	2018
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1			2 792 463
Débiteurs	2	10 279 651	24 475 909	27 351 678
Placements de portefeuille	3	369 404	420 357	420 357
Autres	4	40 800	38 600	60 641
	5	10 689 855	24 934 866	30 625 139
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6	214 468	1 308 331	1 308 331
Dette à long terme	7	45 861 262	62 702 834	68 980 045
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			1 383 345
Autres	9	22 872 152	34 176 310	37 326 085
	10	68 947 882	98 187 475	108 997 806
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(58 258 027)	(73 252 609)	(78 372 667)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	157 081 769	185 369 823	199 800 855
Autres	13	712 505	490 313	607 755
	14	157 794 274	185 860 136	200 408 610
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	1 707 822	2 543 779	3 445 919
Excédent de fonctionnement affecté	16	1 373 537	1 765 119	2 381 311
Réserves financières et fonds réservés	17	421 873	561 409	755 689
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	316 111 ) (	285 141 ) (	2 217 630) (
Financement des investissements en cours	19	(17 428 789)	(17 436 599)	(17 338 999)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	113 777 915	125 458 960	135 009 653
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	99 536 247	112 607 527	122 035 943

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
- Exercice suivant	23	1 679 180	1 228 550
- Déneigement	24	85 939	144 987
-	25		
-	26		
-	27		
-	28		
-	29		
-	30		
-	31		
	32	1 765 119	1 373 537
Organismes contrôlés et partenariats	33	616 192	747 299
	34	2 381 311	2 120 836
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	561 409	421 873
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	194 280	122 318
	37	3 137 000	2 665 027

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	77 614 624
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	86 055 933

Extrait du rapport financier, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2019**

		2019	2018
		Total	Total
		consolidé	consolidé
Dettes à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	163 437	122 705
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	45 672 291	28 602 146
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	20 293 311	20 476 609
Dettes à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	3 500 423	3 488 018
Autres	8		
Dettes en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	69 629 462	52 689 478

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait du rapport financier, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Réalizations 2018	Budget 2019	Réalizations 2019	
		Administration	Administration	Administration	Total
		municipale	municipale	municipale	consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	33 450 706	34 775 359	34 752 085	34 752 085
Compensations tenant lieu de taxes	12	428 026	413 115	435 069	435 069
Quotes-parts	13				274 404
Transferts	14	565 415	476 133	455 888	844 314
Services rendus	15	836 642	815 014	961 919	1 720 688
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	3 077 628	2 688 164	3 693 877	4 563 605
Autres	17	594 168	1 932 994	3 236 178	3 292 479
	18	38 952 585	41 100 779	43 535 016	45 882 644
Investissement					
Taxes	19				
Quotes-parts	20				
Transferts	21	1 285 407		12 238 821	12 238 821
Autres	22	3 611 728		1 637 612	1 637 612
	23	4 897 135		13 876 433	13 876 433
	24	43 849 720	41 100 779	57 411 449	59 759 077

Extrait du rapport financier, page S12

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2019**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2019	Réalizations 2019			Réalizations 2019	Réalizations 2018
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale	1	7 303 566	7 489 222	478 598	7 967 820	7 967 820	7 666 937
Sécurité publique							
Police	2	5 675 825	5 617 713		5 617 713	6 204 471	6 321 521
Sécurité incendie	3	2 870 269	3 310 692		3 310 692	3 566 474	3 057 942
Autres	4	160 318	166 571	2 213	168 784	168 784	154 388
Transport							
Réseau routier	5	3 750 015	2 857 450	2 501 550	5 359 000	5 359 000	5 828 108
Transport collectif	6	2 136 331	1 392 312		1 392 312	1 751 811	3 291 893
Autres	7	2 042 877	2 057 278	34 531	2 091 809	2 091 809	2 076 504
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	3 927 634	3 954 770	2 433 238	6 388 008	6 778 302	5 989 893
Matières résiduelles	9	1 388 743	1 755 621	1 576	1 757 197	1 757 197	1 383 657
Autres	10	8 812	2 458		2 458	2 458	9 303
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 117 584	1 136 579	21 459	1 158 038	1 158 038	920 826
Promotion et développement économique	13	242 488	189 091		189 091	189 091	265 879
Autres	14						
Loisirs et culture	15	5 732 048	6 294 778	835 235	7 130 013	7 130 013	6 002 280
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	1 951 070	1 807 234		1 807 234	2 063 985	1 627 423
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	38 307 580	38 031 769	6 308 400	44 340 169	46 189 253	44 596 554
Amortissement des immobilisations	20		6 308 400	(6 308 400)			
	21	38 307 580	44 340 169	0	44 340 169	46 189 253	44 596 554

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3